

jeudi, 22 mars 2007

→ Les Associations issues de l'Immigration en France appellent à participer activement à la vie politique pour devenir des acteurs à part entière

Une fois encore, et à l'occasion de la campagne électorale pour les présidentielles, nos craintes se sont révélées fondées et l'immigration est utilisée à des fins électora listes et politiciennes. Une surenchère tout aussi malsaine que dangereuse est engagée entre le candidat de l'UMP et ceux de l'extrême droite le premier n'hésitant pas à entretenir des confusions dans ses discours et programme et à mélanger intentionnellement « immigrés, insécurité, clandestins identité » Ainsi, M. Sarkozy prend le risque en légitimant le racisme et la discrimination et en disqualifiant les immigrés présentés comme une menace pour l'identité de la France, de reproduire le danger du 21 avril 2002. Ces dérives rappellent des pages sombres de l'histoire de France et nous refusons que les immigrés et leurs familles soient le « bouc émissaires » de l'échec des élites politiques du pays et de leur incapacité à prendre la mesure des évolutions du monde.

Aujourd'hui plus qu'hier, les conditions de vie des populations d'origine étrangère sont révélatrices des inégalités produites par notre société. La révolte des banlieues de novembre 2005 qui a démontré la persistance de la discrimination et du racisme en est un exemple marquant. Cette révolte a exprimé la volonté de ces populations à accéder à une citoyenneté effective.

Aujourd'hui plus qu'hier, seul l'égal accès effectif de tous aux droits, garanti par une forte implication de l'Etat impartial permettrait de redonner un sens à l'idéal d'égalité.

Seule une lutte sans concession contre les discriminations subies en raison de l'appartenance sociale, de l'origine, de l'appartenance religieuse, du sexe ou de la couleur de peau, permettra aux centaines de milliers de nos concitoyens victimes de ces discriminations et qui se sentent relégués, de se sentir citoyens à part entière.

C'est une urgence politique que nul ne doit sous estimer sous peine de creuser d'avantage le fossé entre la France et une partie de ses enfants.

L'absence de visibilité institutionnelle, médiatique et politique des minorités ainsi que les amalgames entretenus « Immigration Insécurité, Identité » qui prennent le dessus dans la campagne électorale, constituent un danger réel pour la République et ses valeurs de liberté d'égalité et de fraternité.

Partant de ces constats et volontairement partie prenante de ce combat pour une citoyenneté réelle et pour la dignité de tous, nous associations signataires :

Dénonçons les amalgames et la stigmatisation d'une partie de la population à des fins électora listes et condamnons avec la plus grande fermeté l'opposition sous entendues entre identité nationale et immigration.

Exigeons l'abrogation de la réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) qui conduit à une négation des plusieurs droits fondamentaux de la personne et des lois liberticides visant les populations immigrées (remise en cause de regroupement familial, suspicion sur les mariages impliquant les immigrés, double peine,...),

Condamnons la politique d'immigration choisie et jetable et nous demandons la régularisation de tous les sans-papiers et la mise en œuvre d'une politique ambitieuse en matière de co-développement et de coopération assurant l'égalité nord-sud,

Réclamons l'instauration d'une citoyenneté de résidence qui permettrait le droit de vote et d'éligibilité aux résidents étrangers,

Revendiquons pour les femmes immigrées un statut autonome en France, indépendamment de leurs époux, en raison de la double exclusion et oppression sociale et économique qu'elles subissent.

Réclamons la mise en place d'une véritable politique de lutte contre le racisme et «l'islamophobie», qui prend des proportions dangereuses.

Incitons tous les citoyens d'origine immigrée à s'impliquer dans la vie politique du pays et à participer activement, partout où cela est possible, au combat politique pour une citoyenneté renouée, pour la justice et pour une véritable « liberté, égalité fraternité »

Exigeons l'arrêt de la stigmatisation des quartiers populaires, la mise en place d'un vrai service public et d'une vraie politique en matière d'éducation, d'emploi,... pour tous les jeunes de ces quartiers.

Nous appelons toutes celles et tous ceux, organisés ou non, qui partagent ces revendications et ces valeurs à se rassembler pour exprimer collectivement nos préoccupations selon des modalités et un calendrier à définir ensemble.

ASSIM - Associations issues de l'Immigration - Paris le 21 mars 2007

Associations membres : Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (RACORT-ACORT), Association des Marocains de France (AMF), Association des Tunisiens de France (ATF), Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) Fédération Tunisienne pour une Citoyenne des deux Rives (F.T.C.R),

📅 18:32 Ecrit par TUNISIA watch dans [Politique](#) | [Lien permanent](#) | [Commentaires \(0\)](#) | [Trackbacks \(0\)](#) | [Envoyer cette note](#) | Tags : [France](#), [Présidentielle](#), [Associations issues de l'Immigration](#)

Trackbacks